

ROUMANIE - ALLEMAGNE*
(1936-1941)

Nicolas Titulesco a quitté le pouvoir en août 1936. C'était un homme d'État qui jouissait de la confiance des démocraties occidentales, qui pendant de longues années avait représenté son pays à la Cour de St. James, que l'on considérait à la Société des nations comme un *grand Européen*, qui était l'ami de la gauche modérée française et qui, enfin, avait été le champion de l'entente roumano-soviétique. Son départ aurait dû provoquer une évolution rapide de la politique étrangère roumaine. Il n'a pourtant fait que créer les conditions nécessaires pour certaines hésitations qui, au bout de quelques années, ont commencé à pousser la Roumanie dans le camp de l'Allemagne.

DE VICTOR ANTONESCO À NICOLAS PETRESKO-COMNÈNE

Le successeur de Titulesco, Victor Antonesco —qui n'avait aucun lien de famille avec le futur maréchal Ion Antonesco—, était un francophile prononcé. Il avait fait son droit et passé son doctorat à Paris. Pendant la guerre de 1914-18, alors que la Roumanie avait conclu une paix séparée, Antonesco était resté dans l'armée française qui l'avait détaché auprès de l'État-major du commandant en chef français de l'Armée d'Orient. Comme son plénipotentiaire il s'était rendu en avion de Salonique à Jassy, siège provisoire du gouvernement roumain, pour lui transmettre certaines propositions concernant la rentrée de la Roumanie aux cotés des Alliés. Après la première guerre il avait représenté à Bucarest le groupe financier français Dreyfus. Malgré ces sentiments personnels qui le rattachaient à la France, il était conscient de tout ce qui s'y passait ainsi que du fait que la Roumanie était si éloignée qu'elle ne pourrait, en cas de besoin, s'attendre à une aide rapide et efficace ni de Paris ni de Londres. Mais il savait aussi que de ce côté-là, la Roumanie n'avait rien à craindre.

L'attitude de l'Allemagne et son réarmement, les rapports roumano-soviétiques plutôt confus et la question de Bessarabie toujours présente, indi-

* L'auteur de cet article est arrivé à Bucarest en qualité de premier secrétaire d'abord de la légation et ensuite de l'ambassade de Yougoslavie quelques jours avant la démission de Titulesco, en août 1936. Il y est resté jusqu'en mai 1941, quand la Yougoslavie a rompu les relations diplomatiques avec la Roumanie. Il a bien connu toutes les personnalités dont il est question.

quaient de plus en plus les dangers qui menaçaient la Roumanie du Nord-Ouest et de l'Est.

La Roumanie tenait la vallée de la Prahova et ses champs pétrolifères ainsi que les bouches du Danube, portes que les Russes désiraient pour leur pénétration en Europe du Sud-Est. Les Allemands convoitaient la vallée de la Prahova et les Russes le delta du Danube. Les Allemands ne pouvaient permettre aux Russes d'occuper l'embouchure de la plus grande voie fluviale européenne. Les Russes ne pouvaient concéder aux Allemands la possession des plus grands champs pétrolifères d'Europe.

La Roumanie, trop faible, n'était pas à même de poursuivre une politique étrangère indépendante. Antonesco savait que l'Allemagne serait prête à défendre les bouches du Danube, mais au prix de la vallée de la Prahova, et les Russes les champs pétrolifères, mais au prix du delta du Danube. Antonesco désirait collaborer intimement avec les puissances occidentales, considérant que toute aide, si minime qu'elle fût, venant de Paris ou de Londres serait profitable. Il ne perdait jamais de vue que les bases de la politique étrangère roumaine étaient la Petite entente et l'Entente balkanique. La première était un rempart contre la Hongrie et la seconde un barrage contre la Bulgarie. Il fit tout son possible pour affermir les rapports avec la Turquie.

Se rendant compte que la Pologne était, tout comme la Roumanie, un État pris entre l'enclume soviétique et le marteau allemand, Antonesco a travaillé au rapprochement des deux pays, convaincu que la Pologne serait la seule alliée de la Roumanie en cas de conflit avec l'Union Soviétique. Il a réussi à ranimer l'accord de garantie roumano-polonais qui était devenu lettre morte.

En janvier 1937, la Yougoslavie avait signé avec la Bulgarie un traité d'amitié perpétuelle. Bien que ce traité ne changeât en rien les obligations découlant de l'Entente balkanique, il était évident que la Roumanie ne pourrait plus compter sur la Yougoslavie pour freiner les tendances révisionnistes bulgares.

La Roumanie se sentait de plus en plus isolée. Adrien Thierry, le ministre de France, homme malade et peu communicatif, n'était pas à même, par son attitude envers les Roumains, de contribuer au renforcement de confiance en la France, confiance déjà ébranlée dans certains cercles de la capitale. Le ministre britannique, sir Reginald Hoare, lui aussi maladif et amateur de *whisky*, était réservé de nature et n'avait qu'une certaine influence sur un cercle restreint d'intellectuels, qui se tenaient en dehors de la politique ou appartenaient à l'opposition. Le ministre d'Allemagne, Wilhelm Fabricius, soutenu par un personnel nombreux et habile, tendait de plus en plus son filet. La Yougoslavie, elle aussi, essayait de se rapprocher de l'Allemagne après s'être

mise d'accord avec l'Italie à Pâques 1937. L' *Anschluss* avait été proclamé le 12 mars 1938. Tous ces événements avaient provoqué en Roumanie un certain malaise, une certaine crainte de l'avenir et, dans certains cercles, de sérieuses hésitations.

Un tel concours de circonstances avait induit le roi Carol à tenter sa chance à Berlin en confiant en janvier 1938 le gouvernement à Octavian Goga, chef du Parti national chrétien et poète très estimé. Goga avait choisi ses collaborateurs parmi des hommes de droite enclins au national-Socialisme et au fascisme. Istrate Micesco a été chargé des Affaires étrangères et le général Ion Antonesco de la Guerre. Ce gouvernement fut bien vu à Berlin, d'autant plus que le ministre d'Allemagne considérait Goga comme un ami personnel. Mais Paris et Londres —et Moscou encore plus— étaient mécontents d'une telle solution et ne le cachaient pas.

Micesco, ami personnel du Roi, bâtonnier de l'Ordre des avocats de Roumanie, un des maîtres du barreau les plus célèbres et des hommes les plus intelligents de Roumanie, encyclopédiste, causeur exquis, avait fait ses études de droit à Paris et était imbu d'esprit français. Sa francophilie, ou plutôt son admiration pour l'esprit français, reposait sur les idées soutenues par la droite française. Il était très critique des fermentations politiques en France et n'était pas favorable à une démocratie trop poussée, d'autant plus qu'il était anti-sémite.

Le nouveau gouvernement avait été formé pour faciliter une ouverture vers Berlin, et le président Goga croyait que la politique étrangère roumaine devait s'appuyer sur l'Allemagne, mais son ministre Micesco avait d'autres vues. Il n'était ni contre la collaboration avec l'Allemagne ni pour un appui exclusif sur la France et la Grande Bretagne. Il voulait faire entrer la Roumanie dans un nouveau bloc politique. Il voulait créer une alliance entre la Pologne —avec laquelle la Roumanie avait déjà un accord— et les États de l'Entente balkanique et de la Petite entente. Dans ce but il était prêt à faire certaines concessions territoriales à la Bulgarie, si cela était indispensable pour attirer ce pays. Il comptait sur les bons offices de la Yougoslavie qui depuis quelque temps était en bons termes avec la Bulgarie. Il considérait qu'une alliance entre la Roumanie, la Yougoslavie, la Pologne, la Grèce, la Tchécoslovaquie, la Turquie et la Bulgarie serait suffisamment puissante pour pouvoir résister soit à l'Allemagne soit à l'Union Soviétique sans faire appel à la France ou à la Grande Bretagne. Il s'imaginait que Berlin aussi bien que Moscou hésiteraient ainsi à entreprendre quoi que ce fût contre n'importe lequel des sept États membres de cette alliance.

Dès son arrivée au pouvoir, Micesco s'est attelé à cette tâche. Il aurait peut-être réussi si le gouvernement de Goga n'avait pas été contraint de dé-

missionner au bout de six semaines. A plusieurs reprises Micesco avait affirmé à l'auteur de ces lignes qu'il avait trouvé auprès de Milane Stoyadinovitch, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères de Yougoslavie, une compréhension complète et qu'il était convaincu qu'il aurait réussi s'il avait pu diriger assez longtemps la politique étrangère roumaine.

Cette activité diplomatique de Micesco était déployée secrètement. L'opinion publique n'en savait rien mais voyait les éléments de la Légion de St. Michel — un mouvement d'extrême droite, antisémite, cléricale, fasciste et terroriste — mieux connue sous le nom de Garde de fer, lever la tête. Les mesures antisémites prises par le gouvernement avaient suscité des démonstrations dirigées contre les Juifs qui se terminaient régulièrement en rixes, pillages et incendies de biens juifs. Ceci avait provoqué la réaction des éléments libéraux qui voyaient dans ces démonstrations la marque d'un racisme national-socialiste. Les démonstrations dans les rues des grandes villes devenaient de plus en plus fréquentes et de plus en plus féroces et l'opinion publique craignait que la Garde de fer ne prenne le dessus. Comme déjà dit, le gouvernement de Goga dut démissionner au bout de six semaines.

Pour calmer les esprits, la formation du nouveau gouvernement fut confiée à Mgr. Miron Cristea, patriarche orthodoxe de Roumanie. Il est amusant de noter qu'à l'étranger on n'y comprenait rien et que le correspondant de l'agence Stefani, pour convaincre son chef à l'autre bout du fil à Rome, avait dû lui répéter à deux fois : « *Il papa locale* ». La timide tentative roumaine de se rapprocher de l'Allemagne avait échoué. Il est tout naturel qu'un tel changement ait mécontenté Berlin. Le ministre d'Allemagne était conscient du fait que la cause de la chute de Goga avait été l'Allemagne, pas tellement pour ce qu'il avait fait, que pour ce qu'il aurait fait s'il en avait eu le temps. Le nouveau gouvernement devait reconquérir les positions perdues à Paris et à Londres et réparer l'impression défavorable créée à Berlin par le départ de Goga. Il devait déjà y réussir de par sa composition.

Le Patriarche n'était qu'un symbole autour duquel s'étaient rassemblées toutes les forces constructives du pays. En fait le gouvernement était dirigé par son vice-président, Armand Calinesco. Dissident du Parti national-paysan, jeune, débordant d'énergie, à la poigne de fer, il était décidé à rendre inoffensive la Garde de fer. Calinesco était francophile et, par sa présence au gouvernement, devait montrer aux puissances occidentales que le court « interègne » de Goga n'avait changé en rien le cours de la politique étrangère roumaine. Pour prouver d'autre part à l'Allemagne que le nouveau gouvernement n'avait aucune intention de mener une politique anti-allemande, le portefeuille des Affaires étrangères fut confié à Nicolas Petresco-Comnène, jusque-là ministre à Berlin et dont la femme était une Autrichienne de Trieste.

Petresco fut ministre de février 1938 à l'automne de la même année. C'était un fonctionnaire consciencieux et un habile diplomate qui, par son travail assidu, avait atteint au sommet de la Carrière, mais on aurait dit qu'il n'était pas à la hauteur des événements.

Georges Tataresco, ancien Président du Conseil, fut nommé ambassadeur à Paris, les missions diplomatiques entre la France et la Roumanie ayant été élevées au rang d'ambassades. Pendant que la France, par son intermédiaire, essayait de récupérer ce qu'elle avait perdu en Roumanie, l'Allemagne, par l'intermédiaire de son ministre Fabricius, collaborait secrètement avec la Garde de fer et donnait asile aux légionnaires* qui arrivaient à sortir de l'étau que Calinesco serrait de plus en plus.

A l'époque de la crise la plus aiguë en Europe, en août 1938, au moment où se discutait la question des Sudètes — question dont devait dépendre le sort de l'Europe — la politique étrangère roumaine avait été confiée à un homme qui n'avait aucun moyen d'influencer les événements et qui constatait passivement le terrain glisser sous ses pieds, imperceptiblement mais sûrement**.

DE GRÉGOIRE GAFENCO À CONSTANTIN ARGETOIANO

La situation qui vient d'être décrite induisit le roi Carol à entreprendre une tournée des capitales européennes afin de se mettre en rapport direct avec le plus grand nombre possible de chefs d'État et de leurs ministres des Affaires étrangères. Ce tour d'Europe se termina en novembre 1938 par une visite officielle à Londres où le roi Carol fut l'invité du roi Georges VI. Ses visites dans les autres capitales avaient eu elles aussi un certain caractère officiel, mais ce n'est qu'à Londres que le souverain s'était fait accompagner par Petresco, son ministre des Affaires étrangères. Parmi les nombreux journalistes qui avaient suivi le roi dans sa tournée se trouvait Grégoire Gafenco, fondateur et directeur du quotidien *Timpul* (Le Temps). Pendant toute la durée du voyage Gafenco était dans l'entourage immédiat du Roi, qui le présentait partout comme son ami personnel et son homme de confiance. De retour à Bucarest, Petresco fut prié de remettre sa démission et Gafenco fut nommé à sa place le 23 décembre 1938.

Le patriarche Miron, président du Conseil, malade depuis quelque temps déjà et qui devait mourir en mars 1939, se trouvait à Nice. Le président du

* Membres de la Garde de fer.

** Par contre le roi Carol semblait avoir eu une autre opinion de lui. Le 10 mai 1950, il a déclaré à l'auteur qu'il tenait Petresco en très haute estime et que le livre *Preludi del grande dramma* que ce dernier avait publié à Rome en 1947 constituait la meilleure analyse de la politique roumaine à la veille de la guerre.

Conseil par intérim était Calinesco, qui, profitant de l'absence du roi et du Patriarche, avait décidé d'en finir avec Cornel Codreano, «Capitaine» de la Garde de fer, et quelques uns de ses collaborateurs, déjà inculpés de plusieurs meurtres. Pendant qu'on les transportait d'une prison à l'autre, ils auraient tenté de s'échapper et auraient tous été tués en état de fuite. Avec la disparition du «Capitaine» et de ses acolytes, Calinesco espérait pouvoir étouffer la Garde de fer. Tout indique que le roi, qui n'était pas encore rentré dans sa capitale, n'y était pour rien, mais les Allemands l'ont immédiatement rendu responsable de tout. Son sort en avait été dès lors jeté, car Hitler était décidé à venger la mort du plus grand et plus fidèle ami de l'Allemagne en Roumanie.

Après la mort du Patriarche, Calinesco d'intérimaire était devenu président du Conseil avec Gafenco aux Affaires étrangères. Ce dernier qui avait du sang écossais dans ses veines et dont la femme était Française, héros de la première guerre, décoré de l'ordre de Michelle-Brave, la plus haute distinction militaire roumaine, était de par ses sentiments tout dévoué à l'Occident, comme l'était d'ailleurs la grande majorité des Roumains.

La situation diplomatique héritée par Gafenco était plutôt sombre:

— l'Entente balkanique existait, mais la Yougoslavie s'était mise d'accord avec la Bulgarie en dehors du cadre de l'Entente;

— officiellement la Petite entente existait encore, mais la Tchécoslovaquie était à l'agonie;

— la Yougoslavie, bon gré mal gré, se rapprochait de l'Allemagne;

— les tentatives roumaines de trouver un point d'accord avec la Bulgarie n'avaient pas donné de résultats;

— l'Union Soviétique, depuis déjà quelque temps, n'avait plus de ministre à Bucarest et ne voulait pas en nommer pour montrer publiquement que les rapports roumano-soviétiques étaient anormaux;

— l'accord roumano-polonais était un fait dont personne ne contestait l'existence, mais tout semblait indiquer que les deux parties contractantes étaient *à priori* décidées à ne pas en respecter les clauses;

— l'Allemagne était mécontente d'avoir perdu au jeu; elle travaillait sourdement à la ruine de la Roumanie au moyen de la Garde de fer et attendait la première occasion favorable pour se venger sur le roi de la mort de Codreano;

— des incidents survenaient régulièrement le long de la frontière roumano-hongroise et la Hongrie manifestait de plus en plus ouvertement ses aspirations sur la Transylvanie;

— la France et la Grande Bretagne tâchaient de profiter de la situation et de reprendre la position prééminente qu'elles avaient commencé à perdre avec l'arrivée de Goga au pouvoir.

La position de Gafenco n'était pas enviable. La crise européenne était de plus en plus grave. La question des Sudètes, quoique résolue au profit de l'Allemagne, ne contentait pas Hitler. Londres et Paris n'étaient pas prêts, voulaient à tout prix éviter la guerre et conseillaient la détente. Le président Edvard Beneš avait démissionné le 5 octobre 1938 et quitté la Tchécoslovaquie en avion. Emil Hácha, son successeur, avait capitulé devant Hitler le 15 mars 1939. La Petite entente n'existait plus. Le Pacte d'acier entre Berlin et Rome avait été signé le 22 mai 1939. Le résultat de longs pourparlers entre la France, la Grande Bretagne et l'Union Soviétique avait été, à la stupéfaction du monde, la signature le 23 août 1939 du pacte Ribbentrop-Molotov. L'opinion roumaine sentait que les Allemands et les Russes s'étaient mis d'accord aux dépens de leurs voisins et que la Roumanie aurait elle aussi à payer sa part.

L'Europe n'avait pas eu le temps de digérer la disparition de la Tchécoslovaquie et la question polonaise apparaissait déjà à l'horizon. La guerre était devenue inévitable et l'Allemagne la déclancha le 1er septembre 1939. La débâcle polonaise provoqua l'occupation d'une partie de la Pologne par les troupes soviétiques, sans déclaration de guerre. L'Union Soviétique justifiait cet acte par la nécessité de protéger la partie polonaise de l'Ukraine que l'armée polonaise avait évacuée. La Roumanie, voulant éviter la guerre, avait accepté la thèse soviétique que l'Union Soviétique et la Pologne n'étaient pas en état de guerre et considérait, par conséquent, qu'elle n'était pas dans l'obligation d'aider militairement cette dernière. La conséquence fut la disparition de la frontière roumano-polonaise et, par conséquent, la prolongation des frontières roumano-soviétiques et roumano-hongroises. La Roumanie était entourée d'ennemis de toutes parts, sauf du côté yougoslave. Les Bulgares convoitaient la Dobroudja, les Russes la Bessarabie, les Hongrois la Transylvanie et les Allemands les champs pétrolifères. Pour que la confusion fût complète, les Allemands ne cessaient de répéter à qui voulait les entendre que les Serbes convoitaient le Banat roumain. Quoique les gens sensés ne crurent pas à cette rumeur, elle ne pouvait manquer d'influencer certains secteurs de l'opinion publique.

Gafenco avait essayé tout ce qui était en son pouvoir pour trouver un arrangement avec les Russes, mais Moscou avait toujours refusé de répondre à ses avances. Il avait essayé de créer un bloc balkanique neutre, mais en vain. Depuis août 1939, l'Union soviétique ne cachait plus son animosité. Viatcheslav Molotov avait déclaré le 20 septembre 1939 à Nicolas Diano, ministre de Roumanie, que la neutralité roumaine était incompatible avec la présence en Roumanie du gouvernement polonais et des chefs de l'armée polonaise. Au mois de décembre de la même année, Vladimir Potemkine, l'adjoint de Molotov, avait refusé d'entamer avec la Roumanie des pourparlers économiques,

en affirmant que la présence à Moscou d'une délégation roumaine ne ferait qu'«envenimer les rapports roumano-soviétiques». A peu près à la même époque, il avait déclaré à Paul-Émile Naggiar, ambassadeur de France, que la Bessarabie n'avait toujours été que le *Hinterland* d'Odessa et que sans elle ce grand port russe sur la Mer Noire dépérissait. Pendant la visite à Moscou du ministre turc des Affaires étrangères, Sükrü Saradjoglou, vers la fin de la même année, Potemkine lui avait ouvertement demandé: «Que ferait la Turquie au cas où une tierce puissance attaquerait la Roumanie?»

Il faut rappeler que la Roumanie avait accepté le 13 avril 1939 les garanties franco-britanniques. Quand, peu de temps après, le gouvernement allemand demanda par circulaire à toutes les puissances à intérêts limités si elles considéraient que le *Reich* représentait un danger pour elles, Gafenco eut le courage de répondre officiellement que les intentions de l'Allemagne lui étaient inconnues et qu'il ne pouvait donc pas savoir si l'Allemagne représentait un danger pour la Roumanie. Il avait même ajouté que seule l'Allemagne était à même de répondre à cette question car elle était la seule à connaître ses intentions envers la Roumanie.

La situation intérieure de la Roumanie devenait de plus en plus confuse. Les légionnaires avaient vengé la mort de leur «Capitaine» et de ses acolytes en assassinant le président du Conseil Calinesco et en fomentant une révolte qui fut réprimée. Ce meurtre et les troubles qui suivirent devaient provoquer une réaction furieuse des autorités roumaines. Calinesco fut remplacé, mais pour quelques jours seulement, par le général Constantin Argeșeano. Les légionnaires furent massacrés à travers tout le pays et leurs corps, ensanglantés et mutilés, exposés des journées entières sur les places publiques. Le gouvernement espérait étouffer dans le sang la Garde de fer. Argeșeano fut remplacé par Georges Tataresco.

Au début de 1940, la Roumanie se trouvait complètement isolée. La Tchécoslovaquie et la Pologne avaient disparues, la Petite entente n'existait plus, l'Entente balkanique rendait l'âme, la Yougoslavie voulait éviter toute frictions avec l'Allemagne, l'Union Soviétique et le *Reich* s'étaient mis d'accord, le révisionnisme hongrois était de plus en plus agressif, la mégalomanie bulgare de plus en plus démesurée, tandis que Paris et Londres se trouvaient loin à l'Ouest. Abandonnée à elle-même et voulant à tout prix éviter la guerre, la Roumanie se mit à miser sur les deux cartes — jeu des plus dangereux.

Sur la demande des Allemands et des Russes, les autorités roumaines avaient interné des dizaines de milliers de soldats polonais qui, après la défaite, avaient trouvé refuge en Roumanie. Sur l'insistance des Français et des Anglais, ces mêmes autorités fermaient les yeux quand ces camps se vidaient à vue d'oeil et quand ces mêmes soldats, auxquels elles avaient fourni des vête-

ments civils, passaient en Turquie et en Yougoslavie pour se rendre en France et continuer la lutte. Quoique la Roumanie eût accepté les garanties franco-britanniques, le roi Carol avait entamé des conversations sérieuses avec le ministre d'Allemagne en vue d'une collaboration plus intime entre les deux pays. Pendant que l'Etat-major, de concert avec des experts français organisait le sabotage dans l'industrie pétrolifère, le ministre de la Guerre recevait au début de mai le général allemand Dippelkirch venu en Roumanie pour visiter les champs pétrolifères et les raffineries. Les autorités roumaines permettaient aux experts français et britanniques d'étudier sur place comment mettre hors d'état la navigation sur le Danube, tandis que le gouvernement menait des pourparlers avec les Allemands en vue d'augmenter les quantités de pétrole destinées au *Reich*. Tout en ayant un gouvernement présidé par le francophile Tataresco et une diplomatie dirigée par l'anglophile Gafenco, la Roumanie, en créant un parti politique unique, essayait de se rapprocher du système politique allemand. Les autorités roumaines, tout en tolérant les agents allemands qui frêtaient tous les chalands-citernes pour le transport du pétrole, ne s'opposaient pas aux agents britanniques qui prenaient à leur service tous les pilotes et timoniers.

Les relations roumano-soviétiques se détérioraient de jour en jour. Le 29 mars 1940, Molotov déclarait au Soviet suprême qu'il n'existait pas de traité de non-agression entre l'Union Soviétique et la Roumanie, comme si le protocole de Moscou du 29 février 1929 n'existait pas et comme si l'Union Soviétique et la Roumanie n'avaient pas toutes les deux adhéré au traité définissant l'agresseur. Molotov ajoutait qu'il existait entre les deux pays «une question litigieuse qui n'était pas résolue», celle de la Bessarabie. Quelques jours plus tard, il mandait Georges Davidesco, ministre de Roumanie, pour lui lire une note de protestation prétendant qu'à quinze reprises des patrouilles roumaines auraient fait feu sur le territoire soviétique: «Le gouvernement soviétique ne tolérerait plus de tels incidents». Quand on ajoute la déclaration faite par le ministre d'Allemagne à Gafenco le 22 mai 1940, qu'il considérait que la frontière roumano-soviétique se trouvait trop près d'Odessa, les intentions soviétiques devenaient très claires.

Il n'y a pas de doute que Gafenco ait fait l'impossible pour tirer son pays de cette impasse, mais en dépit de ses efforts il lui était impossible d'éviter la guerre. A sa demande si les garanties franco-britanniques seraient valables au cas où l'Union Soviétique serait l'agresseur, Londres avait répondu que cela dépendrait de l'attitude de la Turquie et de l'Italie. Gafenco aurait voulu maintenir la neutralité à l'Est en s'appuyant sur Paris et Londres, mais les Français et les Anglais avaient déjà perdu la bataille en Pologne, en Norvège et aux Pays-Bas et il y avait peu d'espoir que la bataille qu'ils venaient d'en-

gager en Belgique et en France fût gagnée. Sentant que la politique roumaine prenait malgré lui une direction qu'il ne voulait pas lui donner, Gafenco démissionna au début de juin 1940.

Il fut remplacé aux Affaires étrangères par Ion Gigurtu, qui se sentait beaucoup plus proche de Berlin et qui avait été jusque-là ministre des Communications. Il était ingénieur et marié à une Allemande. Homme d'affaires, il avait été en rapport avec les milieux d'affaires allemands. Il serait injuste de dire qu'il était l'homme de Berlin, mais il était tellement aveuglé par la technologie et la puissance de l'Allemagne, par tout ce qu'il avait eu l'occasion d'y voir, qu'il était clair que la politique étrangère roumaine allait prendre une toute autre direction. Tataresco détenait toujours la présidence, mais cela ne devait pas empêcher Gigurtu de déclarer dès son arrivée aux Affaires étrangères qu'il était décidé à poursuivre une politique d'entente avec l'Allemagne, car elle était prête à mettre un frein à la poussée soviétique vers les Détroits. Il était disposé à faire au *Reich* de grandes concessions politiques et économiques, ainsi que des concessions territoriales limitées à la Bulgarie, la Hongrie et l'Union Soviétique, à condition que l'Allemagne garantisse les nouvelles frontières de la Roumanie.

Les événements n'avaient pas voulu attendre la réalisation des plans de Gigurtu. L'offensive allemande déclanchée le 10 mai 1940 avait été catastrophique pour les puissances occidentales. La Belgique avait capitulé le 28 mai, les Allemands étaient à Paris le 14 juin, le maréchal Pétain prenait le pouvoir le 16 juin pour entamer immédiatement des pourparlers en vue de l'armistice, qui est conclu le 22 juin 1940. La France ayant quitté la scène militaire et politique et l'Allemagne étant devenue maîtresse de l'Europe, la Roumanie s'est trouvée complètement coupée du monde occidental. Les Russes ont su profiter de la confusion générale pour remettre au ministre de Roumanie Davidesco un ultimatum contenant deux «propositions» —la cession de la Bessarabie et de la Bukovine du Nord— et exigeant une réponse dans les vingt-quatre heures.

Le gouvernement de Tataresco démissionna immédiatement. Un nouveau gouvernement fut formé par Gigurtu lui-même avec Constantin Argetoïano aux Affaires étrangères. La Bessarabie et la Bukovine du Nord furent perdues. Quoique éduqué en France, Argetoïanu était l'un des rares hommes politiques sérieux à croire profondément que la politique étrangère de son pays devait s'appuyer sur Berlin. Mais il était un grand patriote, un vrai Roumain de vieille souche pour qui l'intérêt de la Roumanie passait toujours en premier. L'Allemagne n'avait pas besoin de tels hommes. Elle ne voulait voir au pouvoir ni des patriotes ni des grands seigneurs. Elle ne voulait que des laquais qui exécuteraient aveuglément les ordres de Hitler. Argetoïano fut obligé de se retirer au bout de quelques jours.

MICHEL MANOÎLESCO

Le successeur d'Argetoïano, Michel Manoïlesco, était un homme dévoué à Berlin. L'opinion publique en fut consternée. Son nom, il est vrai, avait été mentionné dans certains milieux politiques plutôt louches, mais personne n'y croyait. A l'époque de l'exil du roi Carol, de 1925 à 1930, il lui avait rendu certains services et avait pris part au complot qui, en juin 1930, avait facilité son retour. En signe de gratitude, il fut nommé gouverneur de la Banque nationale. Après une affaire qui n'était pas à son honneur, il avait dû se retirer de toute activité publique. Il en avait profité pour se faire des relations parmi les légionnaires. Il s'était rapproché du général Antonesco qui était en disgrâce après avoir même été privé de liberté. Invité constant du ministre d'Allemagne auquel il rendait régulièrement compte de ses contacts et dont il recevait les instructions, Manoïlesco était un vaniteux qui ne pouvait croire qu'il était devenu ministre des Affaires étrangères. Imbu de son importance, qui à ses propres yeux atteignait une grandeur démesurée, il acceptait comme dûes les adulations des Allemands, ne se rendant pas compte des humiliations que lui infligeait la légation d'Allemagne.

Sur son conseil, le Roi avait engagé avec le ministre d'Allemagne Fabricius de sérieuses conversations au sujet d'une étroite collaboration roumano-allemande. Dès le début de juillet 1940, Manoïlesco ne refusait plus à la Hongrie des concessions territoriales et confirmait que la Roumanie collaborerait avec Rome et Berlin à l'établissement du *Neue Ordnung* en Europe. Mais il n'en pouvait encore être question, la Roumanie n'ayant pas encore payé tout son dû. Elle devait d'abord contenter la Hongrie, céder ensuite la Dobroudja à la Bulgarie, être mutilée, pour que l'Allemagne condescende à lui offrir sa protection et à l'admettre définitivement parmi ses «amis». Il fallait avant tout se débarrasser du Roi qui pouvait encore changer le cours des événements.

Berlin et Rome avaient décidé que le litige roumano-hongrois serait résolu par le *Diktat* de Vienne. Gigurtu et Manoïlesco se sont rendus à Vienne à la fin d'août 1940, se fiant à la justice allemande et convaincus que l'arbitrage serait à leur avantage. Manoïlesco considérait comme une faveur insigne l'honneur que Hitler lui avait fait en le recevant. La blessure bessarabienne saignait encore et la Roumanie devait se soumettre à une nouvelle amputation. Elle venait de perdre la Transylvanie et l'Allemagne ne cachait plus qu'elle se sentait chez elle en Roumanie.

Au retour de Vienne, le ministre d'Allemagne Fabricius offrit vers la fin d'août 1940 un grand dîner en l'honneur de Manoïlesco. L'ambassadeur de Yougoslavie, Alexandre Avakoumovitch, se trouvait aussi parmi les invités. Après dîner, Fabricius invita Manoïlesco et Avakoumovitch à l'accompagner

au jardin pour se rafraîchir. Les nuits sont très chaudes à Bucarest en été. Manoïlesco se pavanait en *spencer* blanc, la poitrine barrée du ruban d'une grand' croix allemande, fier de se trouver dans une légation en compagnie de ministres et d'ambassadeurs, heureux d'entendre tout le monde lui donner de l'«Excellence», flatté de ce dîner en son honneur.

Une fois loin des autres invités, Fabricius entame la conversation suivante:

— Votre Excellence est-elle au courant que nous avons trouvé dans les archives de l'État-major français des documents prouvant que l'État-major roumain avait collaboré avec des experts militaires français pour organiser le sabotage des installations pétrolifères? Votre Excellence se rend-elle compte que nous pourrions publier ces documents?

Manoïlesco ce tait, continue à marcher et voudrait faire tomber la conversation.

— Je peux vous montrer ces documents. Si Votre Excellence voulait avoir la bonté de m'accompagner dans mon cabinet de travail, je lui montrerais les photocopies que j'ai reçues ce matin par courrier spécial.

Manoïlesco regarde dans le vide et répond timidement:

— Nous ne pouvons pas être tenus responsables des agissements de nos prédécesseurs!

— *Gut, gut, aber* vous avez dans le gouvernement actuel certaines personnalités qui avaient été ministres dans le précédent. [Allusion au président du Conseil Gigurtu qui avait été ministre des Communications dans le gouvernement de Tataresco].

Manoïlesco bafouille. Il lui est manifestement désagréable qu'une telle conversation ait lieu devant Avakoumovitch. Fabricius le remarque aussi mais continue à dessein:

— Ces mêmes officiers qui avaient tramé contre les intérêts de l'Allemagne sont toujours à l'État-major. Nous pourrions exiger qu'ils soient rendus responsables de leurs activités...Mais, veuillez me suivre et je vous montrerai les photos.

Manoïlesco, pour trancher court cette conversation plus que désagréable, passe à un autre sujet:

— Les Anglais et les Français me font sans arrêt des difficultés.

— Difficultés de quelles sortes? Pourquoi ne vous adressez-vous pas à moi? Je suis toujours prêt à vous aider.

— Londres ne veut pas répondre à notre demande d'agrément pour Basile Stoïca et j'ai dû limoger Viorel Tilea. Il est vraiment trop anglophile!

— Que cela ne vous fasse aucun souci. Informez Londres que vous avez renoncé d'y accréditer un ministre. Un simple chargé d'affaires par intérim suffira bien aux Anglais.

Et après une courte pause, Fabricius deman deencore :

— Et les Français?

— Les ingénieurs que nous avons expulsés [bien entendu à la demande des Allemands] sont partis il y a quelques jours. Ces voyoux de la légation de France, qui étaient venus les accompagner, se sont mis à chahuter sur le quai de la gare. Un sergent de ville les a rappelés à l'ordre. L'un de ces types qui savait un peu de roumain lui a répondu : «Toi, ferme la! Tu n'es plus un Roumain, tu es devenu Allemand!» Que dites-vous, Excellence, d'une telle impudence?

Fabricius, après avoir jeté un coup d'oeil moqueur sur Avakoumovitch, lui répond :

— Je crois, Monsieur le Ministre, qu'un Roumain ne peut être que flatté quand il lui arrive qu'on lui dise qu'il a cessé d'être Roumain pour devenir Allemand!

Nous nous sommes attardés plus longuement sur cette conversation car elle caractérise fidèlement aussi bien la personnalité de Manoïlesco que l'état des rapports qui existaient à cette époque entre les dirigeants roumains et le ministre d'Allemagne.

Le délai fixé pour la cession de la Transylvanie avait expiré. L'arbitrage de Vienne devait être exécuté. L'opinion publique, le peuple, l'armée étaient consternés et irrités. L'union de la Transylvanie à la Roumanie faisait partie du programme national roumain à travers tout le XIXe siècle. C'est pour la libérer que la Roumanie avait pris part à la première guerre. La Transylvanie est l'une des provinces les plus avancées et les plus riches de Roumanie. C'est en Transylvanie que se trouvait la ligne roumaine de fortifications dans laquelle on avait investi tant d'argent et tant d'efforts. Elle était enfin le berceau du Parti national paysan, l'un des grands partis politiques roumains dont le chef Jules Maniu y était né. On sentait les agitations et les désordres venir. Le gouvernement qui, au début, avait soutenu ces mouvements fut forcé, au dernier moment, par les Allemands de les réprimer. Au moyen de ses agents, Fabricius avait lancé la rumeur que le Roi était responsable de tous les malheurs de la Roumanie. L'heure de la vengeance pour la mort de Cornel Codreanu avait sonné. Le peuple était épouvanté, ulcéré et effaré. En outre, des désordres commis par les légionnaires, fomentés par les Allemands, avaient commencé.

Tous les regards étaient tournés vers le général Ion Antonesco, qui se trouvait à Predeal, dans les Carpates, aux arrêts à domicile. Tous espéraient que lui, le soldat qui avait vaillamment combattu pour la Transylvanie, s'opposerait à l'exécution du *Diktat* de Vienne s'il arrivait à s'emparer du pouvoir. Manoïlesco, après avoir consulté Fabricius, conseilla au roi d'inviter Anto-

nesco et de lui confier la formation du gouvernement. Le roi suivit son conseil. Antonesco répondit à l'appel du roi, mais avant de se rendre au Palais, il fit, à la consternation générale, une visite à la légation d'Allemagne.

En décrivant la situation au roi Carol, Antonesco exagéra l'ampleur des désordres qu'il aurait pu facilement faire réprimer par la police. Le roi eut peur d'une effusion de sang et nomma le Général *Conducator* de l'État. Il lui transmit par décret toutes les prérogatives royales sauf celles de frapper la monnaie et de décerner des décorations. Le général prit la présidence du Conseil en gardant Manoïlesco aux Affaires étrangères. Les éléments de la Garde de fer, soutenus par les Allemands, prenaient de plus en plus d'importance. Le Général trahit tous ceux qui avaient cru qu'il n'allait pas céder la Transylvanie, car il ordonna aux troupes roumaines d'évacuer immédiatement la Transylvanie et l'armée hongroise vint y prendre leur place. Enfin, le 6 septembre 1940 au matin, le Général força le Roi d'abdiquer en faveur de son fils Michel. Avec son départ, la Roumanie perdit le dernier espoir qu'elle avait encore de conserver, du point de vue formel si non réel, le caractère d'un État indépendant. Après avoir joué son triste rôle jusqu'au bout, Manoïlesco fut forcé de rendre son tablier.

LE PRINCE MICHEL STURZA

Le successeur de Manoïlesco, le prince Michel Sturza, était un fanatique. On dirait que le sort avait choisi deux Ion (Girgurtu et Antonesco) et deux Michel (Manoïlesco et Sturza) pour causer la perte de la Roumanie.

Descendant d'une vieille et illustre famille phanariote qui avait occupé le trône de Valachie, Sturza était diplomate de carrière et ne cachait pas ses attaches avec le mouvement légionnaire. En 1933, après l'assassinat de Ion Duca par la Garde de fer, Nicolas Titulesco l'avait mis à la retraite. Sturza refusa de rentrer en Roumanie et continua de résider en Allemagne. Haut de taille, maigre et osseux, d'un teint très brun, à l'apparence d'un Don Quichotte, Sturza était aveuglé par le national-socialisme. Révolutionnaire et prêt à tuer tous ceux qui s'opposeraient à la Garde de fer, il tenait à son titre de prince et à ses origines aristocratiques. Son épouse et sa belle-mère, une princesse Maurocordato, le soutenaient dans ses idées sanguinaires. Toutes deux étaient couvertes de bijoux précieux, mais professaient leur décision de prendre un fusil et, s'il le fallait, de tuer de leurs propres mains ceux qui s'opposeraient aux légionnaires. Beaucoup de gens prétendaient que Sturza était l'âme damnée les Allemands. C'était plutôt un déséquilibre et son cas relevait de la psychiatrie plutôt que du code pénal.

De la démission du gouvernement Tataresco-Gafenco à la formation du

gouvernement Antonesco-Sturza, en passant par les gouvernements Tataresco-Gigurtu, Gigurtu-Argetoïano, Gigurtu-Manoïlesco et Antonesco-Manoïlesco, la Roumanie a vécu toutes les phases par lesquelles doit passer tout État qui d'indépendant devient vassal. Sa chute a été graduelle. Le peuple avait perdu son indépendance presque imperceptiblement. Quand il est revenu à ses sens, la Roumanie n'existait déjà plus comme État souverain.

Dès le départ du Roi, les Allemands découvrirent que les Roumains n'avaient pas appliqué à la lettre le principe d'égalité entre Roumains et membres des minorités nationales adopté à Alba Julia le 1er décembre 1919. Un nouvel accord roumano-allemand fut donc signé à Vienne. Il stipulait l'égalité complète entre la majorité roumaine et la minorité allemande. Tous les membres de la minorité allemande condamnés pour désertion furent immédiatement graciés tandis que les Roumains coupables du même crime continuèrent à purger leur peine.

On parlait déjà de l'arrivée de troupes allemandes. Tout au début d'octobre 1940 fut signé un accord sur l'arrivée en Roumanie d'une mission militaire allemande et le 10 octobre un groupe d'officiers allemands se trouvait déjà à Bucarest soi-disant «pour entraîner les Roumains au maniement d'armes modernes». Il était évident vers la mi-octobre que la Roumanie était un pays occupé. Cette occupation n'était pas encore officielle et le nombre de 12.000 soldats allemands se trouvant en Roumanie était relativement petit —ils ne s'y trouvaient qu'en qualité d'instructeurs—, mais elle était réelle, car la présence d'une force armée étrangère en temps de paix caractérisait à cette époque un état où l'Allemagne exerçait une influence prépondérante, si non déjà exclusive sur toutes les activités et du gouvernement et du peuple roumain : activités politiques, militaires, économiques, religieuses même.

L'Allemagne changeait les ministres à son gré, elle força la Roumanie de dénoncer tous ses traités internationaux, elle saisit tous les chemins de fer, elle révoquait et nommait les commandants militaires, procédait à des réquisitions, la police allemande réglait la circulation sur les routes, on voyait partout des écriteaux en allemand, devant les hôtels où habitaient les officiers allemands se trouvaient des sentinelles allemandes dans des guérites barrées de couleurs allemandes, dans les villes nombre de bâtiments arborait de longs drapeaux rouges à croix gammées sur fonds blancs, l'armée allemande gardait les ponts, des équipages allemands étaient embarqués sur les navires de la flotte roumaine et des flotilles fluviales, les Allemands achetaient toutes les entreprises industrielles et tout ce qui pouvait s'acheter en Roumanie, donnaient en échange aux Roumains leurs produits industriels et vendaient pour des devises à l'étranger les marchandises roumaines qu'ils avaient saisies. Ils avaient mis sous leur contrôle toute l'industrie pétrolière, pris possession de

tous les hôpitaux, occupé tous les aérodromes et champs d'aviation, mis à la porte l'armée roumaine pour s'installer dans ses casernes et dans ses camps militaires. Le ministre d'Allemagne contrôlait même les listes de personnes que le jeune roi Michel recevait en audience.

Antonesco et Sturza affirmaient en vain que le séjour de l'armée allemande n'était que provisoire et qu'elle quitterait le pays dans deux ou trois mois, dès qu'elle aurait complété l'instruction de l'armée roumaine, personne n'y croyait. Le Général avait solennellement promis que le seul objectif de l'armée allemande était d'instruire l'armée roumaine et que «le Général ne serait plus *Conducator* de la Roumanie si les Allemands avaient d'autres intentions», mais de telles déclarations n'avaient plus aucun sens réel. Il était évident que l'Allemagne, par sa seule présence en Roumanie, voulait aussi influencer les autres États balkaniques et que, le jour où son intérêt l'exigerait, elle se servirait du territoire roumain pour les attaquer. Qu'Antonesco le veuille ou non, la Roumanie devait se conformer aux ordres de Berlin. Elle n'était plus qu'un objet et son *Conducator* un subordonné de Hitler.

Le jour même où Antonesco avait déclaré qu'une seule division, destinée exclusivement à l'instruction, devait venir en Roumanie, le général von Hassen arriva à Bucarest accompagné d'un nombreux état-major. La personnalité de ce chef militaire, qui était un stratège et non pas un instructeur, l'intérêt que ses nombreux aides manifestaient pour le cantonnement d'un nombre de soldats de beaucoup supérieur à celui nécessaire pour l'instruction, témoignaient des intentions réelles de l'Allemagne. Vers la fin d'octobre, Sturza déclara que l'armée allemande ne resterait pas en Roumanie, non plus trois mois, ainsi qu'il l'avait affirmé à tant de reprises, mais huit mois. L'Italie attaqua la Grèce le 28 octobre 1940. Tous les communiqués du Grand quartier général hellénique, avant d'être publiés dans la presse roumaine, devaient passer par la censure allemande. Les protestations réitérées de l'ambassadeur de Grèce, Constantin Collas, ne servant à rien, il exigea des autorités roumaines de ne plus publier les communiqués grecs. L'opinion publique ne devait désormais apprendre les nouvelles du front helléno-italien en Albanie que par les communiqués officiels italiens.

Pour mettre un comble à une telle situation, la terre se mit à trembler à l'aube du 10 novembre 1940. Les pourparlers continuaient avec la Bulgarie au sujet de la cession de la Dobroudja. Il y avait déjà en Roumanie 30.000 soldats allemands. Les légionnaires pillaient et tuaient. Ils assassinèrent l'un des Roumains les plus illustres, le professeur Nicolas Iorga, et Virgile Madgearu, un ancien ministre des Finances, qui tous les deux, dans la mesure de leurs moyens, luttèrent contre l'occupation allemande. Ils furent probablement tués sur ordre du ministre d'Allemagne qui, quelques semaines auparavant, avait

déclaré à l'ambassadeur de Yougoslavie que les amis de la Grande Bretagne devraient non seulement se taire mais disparaître.

On savait déjà vers la fin de novembre que la Roumanie allait adhérer au Pacte tripartite. Le génie allemand étudiait sur place l'emplacement pour la construction d'un pont sur le Danube. Au mois de janvier 1941 il y avait 200.000 soldats allemands en Roumanie. Antonesco lui-même n'en connaissait pas le nombre exact. L'État-major roumain, pour en avoir une idée, expédiait des agents de son Deuxième bureau aux gares-frontière pour compter en cachette les trains et les wagons transportant les troupes allemandes et, sur la base de tels renseignements superficiels, calculer approximativement le nombre d'Allemands qui entraient en Roumanie. Antonesco avait tellement peu d'autorité qu'il en était réduit à de tels expédients pour apprendre ce qui se passait dans son propre pays. Les Allemands eux-mêmes ne pouvaient plus justifier la présence d'un tel nombre de soldats par les besoins d'instruction. Ils devaient donc inventer un autre prétexte pour la justifier. Après l'avoir charcutée, ils garantissaient à la Roumanie ses nouvelles frontières. Ils ne voulaient pas, comme l'avaient fait les Anglais, protéger les frontières roumaines de loin. Ils voulaient se trouver sur place pour intervenir sur le champ si quelqu'un se permettait de toucher aux frontières roumaines. Les Allemands se servaient avec astuce du danger soviétique et il n'est rien de plus facile que de convaincre les Roumains de ce danger, les Russes étant depuis toujours leurs ennemis. Comme si l'Union Soviétique n'avait pas déjà pris la Bessarabie et comme si toute nouvelle poussée des Russes en Roumanie ne provoquerait pas les Allemands! Et comme si la base de la politique soviétique à cette époque n'était pas de maintenir à tout prix l'amitié avec l'Allemagne et d'éviter toute provocation!

Malgré la présence d'un tel nombre de soldats allemands, un état de troubles perpétuels régnait en Roumanie provoqué par l'incapacité totale du régime dominé par la Garde de fer. Les différentes fractions qui se manifestaient dans la Garde et qui, chacune à sa façon, interprétait les idées du défunt «Capitaine», ne faisaient qu'aggraver la situation. Les Allemands toléraient, soutenaient même ces discordes. Ils soutenaient la rumeur qu'une fraction des légionnaires recevait ses instructions de Moscou —ce qui devait s'avérer exact pendant la «révolution légionnaire»— et, de cette manière, augmentaient la peur du danger soviétique. Ils ont profité de ces troubles pour disperser leurs troupes à travers tout le pays. Mais à la longue, ces luttes entre d'une part le Général et les légionnaires et d'autre part entre les «glossateurs» et «post-glossateurs» des idées du «Capitaine» ne pouvaient convenir aux Allemands. Ils exigeaient des Roumains de travailler et de produire, mais ils ne voulaient

pas jouer le rôle d'arbitres. Quand vers la mi-janvier 1941 les troubles devinrent plus sérieux, la légation d'Allemagne excitait toutes les fractions.

Le 21 janvier 1941, une partie des légionnaires se souleva contre Antonesco et l'armée. On entendit en plein centre de Bucarest le crépitement des fusils et des mitrailleuses et même le grondement de l'artillerie. On massacra les Juifs, on mit à sac et on incendia leurs biens. J'ai vu de mes propres yeux des enfants juifs pendus par une jambe comme des veaux aux crochets de l'abattoir municipal. Le sang des légionnaires, de l'armée et de la population coulait à flots. Les Allemands traitaient ces événements avec indifférence car il leur importait peu que la victoire fut remportée par Antonesco avec l'armée ou par le défunt «Capitaine» —que les légionnaires continuaient à considérer comme leur commandant— avec la Garde de fer. Ils avaient reçu l'ordre de Berlin de se rallier au dernier moment à celui qui devait l'emporter. Les Allemands ne voulaient pas tirer sur les légionnaires avec Antonesco ni tuer les soldats avec la Garde de fer. Ils laissaient aux Roumains le triste privilège de s'entre-tuer. Quand, après trois journées entières de lutte sanglante, il devint évident qu'Antonesco était gagnant, l'armée allemande ne fit qu'apparaître et les légionnaires, qui étaient déjà à bout de forces, capitulèrent.

L'un des insurgés, l'un des meneurs, l'un de ceux qui se trouvaient derrière les barricades un fusil à la main était le prince Michel Sturza, ministre des Affaires étrangères. Il fut incarcéré avec sa femme et sa belle-mère.

LE GÉNÉRAL ION ANTONESCO

Dans le nouveau gouvernement qu'il forma après les journées sanglantes des 21-23 janvier 1941, le général Antonesco se réserva le portefeuille des Affaires étrangères. Après cinq mois de lutte, il était enfin parvenu à devenir à côté des Allemands une sorte de co-proprétaire de la Roumanie. Il était *Conducator* de l'État, président du Conseil des ministres et ministre des Affaires étrangères. Il avait confié la Justice à son neveu Michel Antonesco, tandis que l'Intérieur, la Guerre, la Marine et l'Aviation étaient confiés à des généraux, tous hiérarchiquement ses subordonnés.

Le nouveau titulaire des Affaires étrangères, le général Ion Antonesco, dirigeait le sort de la Roumanie depuis cinq mois déjà. Soldat d'élite, personnellement très courageux, il avait pendant la première guerre commandé avec succès. Cavalier de profession et de mentalité, il était depuis assez longtemps convaincu qu'il était destiné à sauver la Roumanie. Dans sa carrière il avait été supplanté par ses inférieurs et cela l'avait aigri. Rouquin de taille moyenne, ne sachant pas sourire, il parlait toujours de lui à la troisième personne: «Le Général l'ordonne... Le Général le croit... Le Général le veut ou ne le veut

pas...» et se suffisait à soi-même. Ambitieux à l'extrême, poussé par sa femme qui avait de lui une opinion exagérée, Antonesco aurait pu être un excellent exécuteur d'ordres donnés par un dictateur, mais il n'était pas à la hauteur de la mission qu'il s'était attribuée*.

Descendant d'une honorable famille roumaine, il s'est rallié aux légionnaires dont les chefs étaient de petites gens qui n'avaient pas autrement réussi dans la vie et dont les membres étaient recrutés dans les bas-fonds de la population. Soldat assermenté, il a expulsé le Roi auquel il avait juré fidélité. Homme d'honneur, il s'est saisi du pouvoir au moyen d'un mensonge. Patriote, il a consenti à livrer la Roumanie aux Allemands. Francophile et diplômé de l'École supérieure de guerre, ancien attaché militaire à Paris et à Londres, il s'est soumis aux Allemands.

Les Allemands étaient maîtres absolus en Roumanie et Antonesco avait définitivement lié son sort et celui de son pays au *Reich*. Toujours sous prétexte de défendre les frontières de la Roumanie, les Allemands y étaient de plus en plus nombreux. Ce prétexte ne les empêchait pas de faire des préparatifs pour la construction d'un pont sur le Danube pour pouvoir passer en Bulgarie. Le ministre d'Allemagne ne cachait plus que l'armée allemande serait employée pour empêcher le Grande Bretagne de prendre pied en Grèce. Antonesco, de son côté, continuait à affirmer qu'il ne permettrait jamais que le territoire roumain serve de base aux Allemands pour lancer une attaque contre ses anciens alliés. Il est pourtant permis de douter de la sincérité de ses affirmations quand on sait qu'il s'était déclaré prêt à collaborer militairement avec les Allemands lors de sa première rencontre avec Hitler dans la première moitié de janvier 1941. Même s'il en avait l'intention, Antonesco ne pouvait plus empêcher les Allemands d'en faire à leur tête. Ses déclarations du contraire n'avaient plus aucune valeur.

La région pétrolifère était défendue par cinq régiments allemands d'artillerie anti-aérienne. Le Haut commandement allemand avait commandé 12.000 tonnes d'essence en bidons pour les expédier en Bulgarie. Le *Feldmarschall* von List s'installe à Predeal, dans les Carpates. Le général von Kleist arrive à la tête d'un corps d'armée blindé. Vers la mi-février 1941, il y avait en Roumanie 300.000 Allemands. La moitié de ses troupes avait pris position le long de la frontière bulgare et du Danube ainsi que dans le Banat roumain. Nous étions

* Par contre Alexandre Crețiano, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères (1939-1941) et ministre à Ankara (1943-1945), semble avoir une autre opinion. Dans son livre *The Lost Opportunity* (Jonathan Cape, Londres, 1957, p. 61) il dit: «Tout entretien le plus court avec lui révélait un autoritaire à la parole tranchante qui n'admettait pas la contradiction. Oui, Antonesco avait certainement tout ce qui était nécessaire pour devenir un dictateur».

tous conscients que nous nous approchions à grands pas de l'heure où la Roumanie deviendrait la base pour une nouvelle poussée allemande dans les Balkans.

Le successeur de Fabricius, qui avait été rappelé, fut le *Freiherr* Manfred von Killinger, expert diplomatique pour les pays occupés. Son poste précédent avait été celui de ministre d'Allemagne à Bratislava, en Slovaquie. Recevant les chefs légionnaires en février 1941, il leur avait déclaré vertement : « Nous en avons assez de votre 'idéologie' ! La nôtre nous suffit et nous ne sommes pas venus en Roumanie pour y prendre des leçons. Nous exigeons de vous travail et obéissance et c'est tout ». Le général Antonesco lui-même ne pouvait plus prétendre que l'armée allemande n'avancerait pas vers le Sud. Le 15 février 1941, il avait déclaré à Süphi Tanrioer, ambassadeur de Turquie, que les Allemands passeraient en Bulgarie pour attaquer la Grèce. Alexandre Crețiano, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, avait dit à l'ambassadeur de Yougoslavie que Berlin et Sofia agissaient de concert. La construction du pont Giurgiu-Rusé au sud de Bucarest fut complétée le 20 février 1941. Les troupes allemandes commencèrent à passer en grand nombre en Bulgarie. Ce même jour Antonesco déclarait à Avakoumovitch, ambassadeur de Yougoslavie, qu'il ferait tout ce qui serait en son pouvoir pour contribuer à la victoire du *Reich*. Il ne pouvait admettre plus clairement que la Roumanie permettrait à l'Allemagne de se servir du territoire roumain quand et comme elle le voudrait.

Le nouveau ministre d'Allemagne, Killinger, avait été reçu par les autorités roumaines comme le représentant de la puissance suzeraine. Quand il fit sa première visite à Antonesco, ce dernier l'avait salué au bas des marches du perron de la Présidence du conseil, devant laquelle était alignée une compagnie d'honneur au garde-à-vous. Le jour de la remise de ses lettres de créances au Roi, les mesures de sécurité étaient telles que l'armée et la police avaient pris possession de tout le parcours de la légation d'Allemagne au Palais. Les rues avaient été complètement vidées de leurs passants, toutes les fenêtres devaient être fermées et les rideaux tirés. Killinger avait passé à toute allure dans une auto blindée entourée de motocyclistes avec dans chaque *side-car* un soldat accroupi mitrailleuse prête à faire feu en main. Antonesco lui aussi circulait de la même façon en ville et sur les routes. La Présidence du conseil — il dormait et prenait ses repas dans son bureau — était remplie de soldats et on voyait des mitrailleuses dans tous les coins. Sauf les diplomates, tous ceux qui entraient à la Présidence, où se trouvait aussi le ministère des Affaires étrangères, étaient fouillés jusqu'à la peau, même les plus hauts dignitaires de la Présidence et du Ministère. Le soir, après le coucher du soleil, la place de la Victoire, sur laquelle donnait la Présidence, était occupée par des chars armés de canons et par des réflecteurs qui éclairaient toutes les avenues don-

nant sur la place. Toute circulation de voitures ou de piétons était strictement interdite. Voilà comment le *Conducator* de la Roumanie devait se protéger de ce même peuple qui, la veille du 6 septembre 1940, avait mis en lui toute sa confiance.

Revenons à Killinger qui, après avoir remis ses lettres de créances au jeune souverain, avait fait entendre aux chefs de missions accrédités à Bucarest qu'il n'avait pas l'intention de leur faire les visites d'usage, se considérant comme étant au-dessus de tous ses collègues. Il leur avait fait comprendre qu'il attendait qu'ils lui fissent la première visite. Après s'être rendu compte au bout de deux semaines que seuls les ministres d'Italie (Pellegrino Ghigi), de Hongrie (Laszlô de Bardossy), de Slovaquie (Jovan Milecz) et de Bulgarie (Stoïan Petroff-Tchomakoff) s'étaient conformés à son exigence, Killinger décida à se plier aux usages diplomatiques et demanda d'abord à Mgr. Andrea Cassulo, nonce apostolique et doyen du Corps diplomatique, de le recevoir, puis à l'ambassadeur de Yougoslavie. Il fut reçu par ce dernier le 26 février 1941. A cette occasion, il dit franchement à Avakoumovitch qu'il se trouvait en Roumanie pour y instaurer l'ordre. Antonesco, selon lui, était un homme correct et un soldat loyal. Hitler lui avait déclaré avant son départ pour Bucarest: «C'est d'un tel homme que j'ai besoin». Killinger confirma que l'Allemagne menait une lutte à mort et qu'elle poursuivait une guerre sans merci, que le but de cette guerre était de mettre la Grande Bretagne à genoux, que l'issue de la guerre ne pouvait dépendre du fait que certains pays étaient encore neutres, qu'entre l'armée allemande en Roumanie et l'armée britannique en Grèce se trouvait la Bulgarie. Comme les représentants des puissances coloniales d'antan, il souligna que les Allemands étaient en Roumanie pour apprendre aux Roumains à travailler. «Ils devront produire du blé. L'Allemagne en prendra les quantités dont elle aura besoin et leur donnera en échange ceux de ses produits industriels qu'elle considérera nécessaires à la Roumanie. A nous de décider, pas à eux».

La Roumanie s'était engagée dans un chemin sans issue et sans retour. La grande majorité des Roumains était hostile aux Allemands, mais cela ne pouvait plus tirer à conséquence. Le paysan n'avait plus de quoi se nourrir et devait souvent employer la force pour défendre les quelques réserves qu'il avait mises de côté pour ses enfants et que les fourriers allemands voulaient acheter. Le peuple ne pouvait comprendre pourquoi il avait été mobilisé pendant dix-huit mois, avait abandonné femmes et enfants, négligé ses champs, ses terres et ses vignobles pour trouver à son retour au village les Allemands qui s'y comportaient en maîtres. Les officiers étaient indignés et se considéraient déshonorés d'avoir perdu plus d'un tiers du pays sans avoir tiré un seul coup de fusil. Les hommes politiques, à quelques rares exception près, étaient

tous hostiles à la politique du gouvernement. Les fonctionnaires devaient se taire mais ils ne cachaient pas combien il leur était humiliant de devoir, avant toute décision, obtenir le consentement soit de Killinger, ministre d'Allemagne, soit de Hermann Neubacher, dictateur économique allemand en Roumanie. La société bucarestoise tenait ses portes fermées aux Allemands. Le roi et la princesse Hélène, sa mère, ressentaient toutes les mortifications que les Allemands leur infligeaient. La Roumanie ne pouvait plus faire marche arrière. Au début de mars 1941, il y avait en Roumanie un demi-million de soldats allemands.

En effet, si on compare la situation qui existait le 10 octobre 1940 —quand les premiers officiers allemands étaient arrivés à Bucarest— à celle du 1er mars 1941 —quand il y avait un demi-million d'Allemands en Roumanie— on constate que la différence était énorme. Grâce à l'«amitié» des Allemands, la Roumanie avait peu à peu perdu tout signe d'indépendance. Grâce aux Hitler, Fabricius, Killinger, Neubacher, Hansen, List, Kleist et autres, les Roumains étaient devenus apathiques. Les coups du sort avaient été durs, fréquents, impitoyables, rapides: la Bessarabie, la Bukovine du Nord, le Roi, la Transylvanie, l'occupation, un tremblement de terre, une révolution, et tout cela en deux cent dix jours. Et quand enfin la Roumanie fut emputée de la Dobroudja, son organisme était devenu si faible qu'elle n'avait même pas senti cette dernière opération.

En dépit de son énorme force, l'armée allemande n'entreprenait encore rien. Ses opérations militaires dans les Balkans avaient été ralenties car Berlin voulait d'abord mener à bonne fin ses pourparlers avec la Yougoslavie. L'adjoint d'Antonesco l'avait affirmé à l'ambassadeur de Yougoslavie le 18 mars 1941. Les dernières convulsions anti-allemandes furent provoquées par le coup d'État yougoslave du 27 mars 1941. Tandis que le gouvernement le considérait comme un acte insensé, le peuple réagit, releva la tête et crut voir son propre salut dans la résistance yougoslave. La presse bravait indirectement les Allemands en louant la Yougoslavie. «La Yougoslavie vendra chèrement sa peau» était le *Leitmotiv* adopté par tous les journaux de la capitale. Des manifestations publiques furent organisées. Mais ces manifestations où l'on acclamait la Yougoslavie étaient en réalité des démonstrations contre l'Allemagne. Ce dernier soubresaut ne faisait que confirmer de quel côté étaient les sentiments du peuple.

La réaction sauvage de l'Allemagne contre Belgrade et contre la Yougoslavie émut le peuple roumain. Le transfert des prisonniers de guerre yougoslaves en territoire roumain les funérailles des quelques aviateurs yougoslaves tombés au dessus de la Roumanie provoquèrent un certain nombre d'incidents. Les Roumains en profitèrent pour montrer aux Allemands qu'ils ne les aimai-

ent guère. Antonesco ne dit rien quand les bombardiers allemands décollèrent du territoire roumain, quand les troupes allemandes passèrent de la rive roumaine du Danube sur la rive yougoslave. Resté muet, il avait tout permis. Il dut même reconnaître, le 6 mai 1941, le soi-disant «État Indépendant de Croatie». Mais il résista à la demande allemande d'attaquer la Yougoslavie et refusa d'occuper le Banat serbe, que les Allemands lui avait offert.

La Yougoslavie rompit les relations diplomatiques avec la Roumanie le 7 mai 1941. Quelques jours après la Grèce en fit de même. La Roumanie restait seule avec ses nouveaux «amis» de l'Axe. Les Allemands intensifièrent leur propagande antirusse. La haine séculaire des Russes s'était envenimée après la perte de la Bessarabie et de la Bukovine du Nord. La Bessarabie avait été le premier coup porté à la Roumanie. Elle avait été la première pierre contre laquelle la politique roumaine avait trébuché pour ne jamais retrouver son équilibre et tomber de plus en plus bas. Tandis que 90% de Roumains, désiraient la défaite totale de l'Allemagne à l'Ouest, 100% souhaitaient sa victoire à l'Est. Tous les Roumains sans exception auraient voulu voir d'abord l'Allemagne battre l'Union Soviétique et ensuite la Grande Bretagne vaincre l'Allemagne. Si on y ajoute que l'armée roumaine se trouvait entre deux feux, le russe et l'allemand, et qu'à l'aide du *Reich* elle pouvait relibérer les deux provinces perdues, il n'est pas surprenant qu'elle soit entrée en guerre le 22 juin 1941, même comme l'alliée de l'Allemagne.

La Roumanie avait tout sacrifié pour éviter la guerre: territoire, richesse, liberté de son peuple. Elle avait subi toutes les humiliations, elle s'était donnée corps sinon âme à l'Allemagne pour éviter le bombardement de ses cités, le massacre de sa population et la ruine de son économie. Mais il était impossible d'éviter l'inévitable. En dépit de tout, elle devait faire la guerre.

— Vous autres Serbes —m'a dit en me faisant ses adieux le vieux prince Démètre Ghika, pendant vingt-six ans ministre de Roumanie à Sofia, Rome, Paris et Bruxelles et ancien ministre des Affaires étrangères— vous avez tout perdu hors l'honneur. Et nous? Nous n'avons perdu que l'honneur, mais sous peu nous perdrons tout le reste-et deux larmes brillèrent dans ses yeux.

Ces notes sont publiées telles qu'elles ont été écrites en 1941. Elles ont été rédigées à une époque où le souvenir de tout ce qu'on avait vécu était encore très frais et à un moment où la Yougoslavie, elle aussi, avait succombé. Examinant ces événements aujourd'hui, trente ans après, on a le droit —et le devoir— de se demander si la Roumanie, vu les circonstances à l'époque, aurait pu avoir une autre attitude. Abandonnée par l'Occident, à la merci de l'Allemagne et de l'Union Soviétique, que pouvait-elle faire? Adhérer à l'Axe était de deux maux le moindre.

Les garanties franco-britanniques annoncées le 13 avril 1939 se rappor-

taient à toute attaque venant de n'importe où, mais Londres, le 14 décembre 1939 déjà, avait informé Bucarest qu'en réalité on ne pouvait compter sur les garanties britanniques au cas où l'agresseur serait l'Union Soviétique. Et la possibilité d'une agression allemande n'existait pas. Il suffisait à l'Allemagne de montrer du doigt le danger soviétique et d'exploiter la pression sur Bucarest que Moscou, en réalité, exerçait de concert avec Berlin. Les garanties franco-britanniques étaient donc sans aucune valeur réelle. Par contre, tout accommodement avec l'Union Soviétique était impossible. D'un autre côté, que pouvait donner un accord avec l'Allemagne? Pouvait-elle défendre les frontières orientales de la Roumanie quand Ribbentrop avait déjà reconnu les intérêts russes en Bessarabie?

Dans son livre, *Préliminaires de la guerre à l'Est*, Grégoire Gafenco nous a donné de précieux renseignements sur cette époque critique où la politique roumaine avait reçu un énergique coup de barre. Le Conseil de la Couronne, réuni le 19 avril 1940, avait pris la décision unanime de résister à toute agression, fut-elle allemande ou russe. Mais entre-temps il était devenu évident que la France croulait. L'espoir que l'Armée du Levant de Weygand en Syrie pourrait venir au secours disparaissait. Les circonstances avaient changé. Dix jours après, le 29 mai 1940, le Roi avait de nouveau convoqué tous les conseillers de la Couronne. Deux opinions se sont cette fois-ci manifestées au sein du Conseil. Selon la première, la Roumanie n'était plus en état de se défendre, car elle ne pouvait plus s'attendre à aucune aide de l'extérieur. La Yougoslavie exceptée, elle n'était entourée que d'ennemis. Pas de mer libre, aucune possibilité de retraite, l'Allemagne maîtresse de l'Europe. La Grande Bretagne était loin, les États-Unis encore plus éloignés et neutres. Pour survivre comme État, la Roumanie devait abandonner sa neutralité et se déclarer soit pour l'Allemagne soit pour l'Union Soviétique. Le danger russe a poussé la Roumanie dans les bras de l'Allemagne.

Gafenco était d'un autre avis. En dépit de tout, il était toujours partisan de la neutralité. Il disait que l'Allemagne était l'alliée de l'Union Soviétique et qu'elle ne ferait rien pour défendre la Bessarabie. Mais elle avait un besoin pressant de pétrole et on ne pouvait la contraindre à défendre la Roumanie que si on pouvait la convaincre que la Roumanie s'opposerait de toutes ses forces aux Russes et qu'elle défendrait son territoire pouce par pouce, ce qui, à la longue, voudrait dire la destruction de toute l'industrie pétrolière. Gafenco considérait que tout abandon subit de neutralité au profit de l'Allemagne, induirait cette dernière à entreprendre immédiatement certaines mesures qu'elle n'aurait autrement en vue que pour beaucoup plus tard. Il est resté en minorité avec son opinion et il a démissionné. Après tout ce qui est arrivé, il conclut:

La part que j'ai prise dans ces derniers événements me permet de juger

en toute connaissance de cause une décision que j'avais combattue, que j'ai regrettée par la suite, dont je déplore toujours les conséquences, mais qu'il m'est impossible de condamner [...] Les deux solutions comportaient des risques mortels. Qui oserait condamner les hommes qui, à leur coeur défendant, se sont résignés à choisir une solution plutôt qu'une autre? [...] Le drame que traversait la Roumanie, tout en ayant un caractère distinct et particulièrement douloureux, avait un élément commun avec le drame de tous les pays saisis par l'implacable étau germano-soviétique: il semblait placé par la fatalité en dehors de toute contingence d'ordre personnel*.

Et c'est ce même ministre des Affaires étrangères, qui s'était retiré car il n'avait pas pu accepter une telle politique, qui parle ainsi. On doit pourtant distinguer la politique de la manière dont elle est appliquée. Nous sommes d'accord avec Gafenco que cette politique —dont le bien-fondé pourrait être encore discuté— avait été poursuivie par les dirigeants roumains d'une manière blâmable.

Mais là encore —ajoute Gafenco— le blâme est superflu. Les agités et les agitateurs que le changement de politique avait amenés au gouvernail de la Roumanie, n'étaient que les représentants de son impuissance [...] Les nouveaux gouvernants disaient: «Oui» alors que le pays pensait: «Non»**.

En venant, au nom du gouvernement, faire ses adieux à l'ambassadeur de Yougoslavie, Alexandre Crețiano, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, lui a déclaré: «La Yougoslavie et la Roumanie ont choisi des voies différentes. Ce n'est pas à nous de juger qui de nous a choisi la bonne. L'histoire et nos peuples en jugeront».

La Pologne, la Lettonie, la Lituanie, l'Estonie, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, l'Albanie et la Yougoslavie ont chacune choisi sa propre voie, mais elles ont toutes eu le même sort, car elles ont toutes été saisies par «l'implacable étau germano-soviétique» dans un tourbillon dont elles ne pouvaient sortir et qui les a, après la défaite allemande, soumises au joug communiste.

*Université de Cambridge
Selwyn College*

* *Préliminaires de la guerre à l'Est*, Egloff, Paris, 1944, pp. 342-44.

** *Op. cit.*, p. 343.